

**REPONSE DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS A CONSULTATION
PUBLIQUE OUVERTE DE L'ARCEP DU 4 JUILLET AU 16 SEPTEMBRE 2013
« QUATRIEME CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES 4,5,6.
MARCHES PERTINENTS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT.
BILANS ET PERSPECTIVES » (6 septembre 2013)**

Question 31 : L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses

Contexte

21 communes du Département de la Seine-Saint-Denis ont été déclarées en Zone-Très-Dense (ZTD) par l'ARCEP.

Sur les 19 autres communes deux opérateurs ont répondu à l'AMII » : Orange et SFR. L'accord national entre Orange et SFR a désigné SFR comme Primo-Investisseur sur notre territoire.

Le 13 janvier 2012, les opérateurs : Orange et SFR ayant répondu à l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissements (AMII) du gouvernement ont été reçus par le Président du conseil général de Seine-Saint-Denis et ont déclaré à cette occasion vouloir investir sur leurs fonds propres sur l'ensemble du territoire départemental.

Le Département de la Seine-Saint-Denis a voté à l'unanimité son schéma directeur d'aménagement numérique le 15 novembre 2012. Ce schéma a résulté d'une large concertation entre les acteurs publics et privés présents à travers la mise en place d'une commission départementale d'aménagement numérique.

Le schéma précise donc que les initiatives publiques et privées sont suffisantes et qu'il n'est pas nécessaire de lancer une nouvelle initiative publique départementale. En revanche, il est nécessaire de renforcer les projets existants, c'est le sens de l'avenant à la DSP Débitex et de suivre précisément les déploiements des opérateurs d'où la signature de la convention avec Orange, le 23 juillet dernier.

Rappelons que la convention de délégation de service public Débitex a été signée en 2009. Elle prévoyait à l'origine le raccordement de 95 000 prises réparties sur 16 communes du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis. Afin de tenir compte du contexte réglementaire et législatif et des mesures gouvernementales, un avenant a été signé le 8 avril 2013 avec le délégataire et les trois collectivités partenaires du projet : la Région Ile-de-France, les Départements du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis. Les 3 communes du périmètre de la DSP situées en Zone Très Dense : Noisy-le-Grand, Garges-les-Gonnesse et Villiers le Bel sont traitées par l'ensemble des opérateurs hors DSP avec plusieurs infrastructures en concurrence. Cet avenant permet d'envisager le raccordement complet du territoire de ces 27 communes en combinant les communes traitées dans le cadre de la DSP et celles raccordées par les opérateurs privés sur leurs fonds propres.

Répartition des communes de Seine-Saint-Denis

21 Communes en ZTD	19 Communes « Hors ZTD »	
Déploiements en cours d'Orange et SFR sur ces communes	6 communes traitées dans le cadre de la DSP « Débitex »,	13 communes en zone AMII où SFR est le primo investisseur dans le cadre de l'accord SFR / ORANGE
Convention signée avec Orange le 23 juillet	Déploiement en cours par le délégataire Débitex Télécom, filiale de SFR.	Etudes en cours sur ces communes par SFR. Pas de convention finalisée avec SFR.

Répartition des 21 communes de la ZTD

5 Communes 100 % constituées de Quartiers de Basse Densité	8 communes dites « Mixtes » constituée majoritairement de Quartiers de Basse Densité	8 autres communes
La Courneuve Epinay-sur-Seine L'Ile-Saint-Denis Saint-Ouen Villetaneuse	Le Blanc-Mesnil : 81% (*) Drancy : 53% Livry-Gargan: 90% Noisy-le-Grand : 61% Romainville : 53% Rosny-sous-Bois : 79% Saint-Denis : 77% Villemomble : 94% (*) : Pourcentage de logements en poches de basse densité	Aubervilliers Bobigny Noisy-le-Sec Montreuil Bagnolet Les Lilas Le Pré-Saint-Gervais Pantin
Possibilité de basculer ces 13 communes « Hors ZTD »		Pas de changement

Signature d'une convention avec l'opérateur Orange le 23 juillet 2013

Le 23 juillet 2013, le Département, la Préfecture de Région et l'opérateur Orange ont signé une convention qui prévoit le déploiement FttH d'ici 2020, sur les fonds propres de l'opérateur, sur l'ensemble des 21 communes de l'actuelle zone très dense.

Cette convention organise le suivi des déploiements et précise les dispositions prises par les signataires pour accompagner et faciliter le déploiement du réseau de l'opérateur.

Cette convention permet :

- √ D'engager un processus de concertation entre l'opérateur et les collectivités territoriales

Il est prévu la constitution d'un comité de suivi, auquel le Préfet de Région sera invité, en charge de l'exécution de la convention qui se réunira au minimum deux fois par an. Il est prévu notamment de faire semestriellement le point, à l'appui du rapport remis chaque mois par l'opérateur, sur l'avancement des déploiements. Ce sera également un lieu de concertation en cas de difficultés de déploiement du réseau. Des réunions de travail sont d'ores et déjà programmées avec l'opérateur pour préparer le premier comité de suivi d'ici la fin d'année. D'autre part, des réunions se sont tenues cet été avec les communes et EPCI pour organiser le déploiement de la fibre sur les 21 communes concernées.

Cela doit permettre la mise en place d'une méthode de travail entre les collectivités territoriales et l'opérateur et faciliter ainsi le déploiement de la fibre optique sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.

✓

De respecter le principe d'une concurrence entre opérateurs sur ce territoire

De manière générale sur l'ensemble du territoire de la Seine-Saint-Denis, il existe un réel équilibre entre les deux opérateurs susceptibles d'investir sur leurs fonds propres en fibre optique : Orange et SFR. Orange investit en Zone Très Dense sur 21 communes, SFR co-investit également sur ce territoire. Hors Zone très dense, SFR investit sur 6 communes à travers la DSP Débitex et est le primo-investisseur sur les 13 autres communes, où Orange a prévu également de co-investir.

D'autre part, l'accord récent passé entre Orange et Free sur 20 communes dont 6 communes en ZTD sur notre territoire montre qu'il n'est pas nécessaire de changer les principes de la réglementation.

✓

De garantir la complétude des déploiements de la fibre optique jusqu'à l'abonné

La convention prévoit le raccordement en fibre optique du territoire dans sa totalité : professionnel et résidentiel. Les poches de basse densité en font naturellement partie. Il est prévu une procédure de mise en œuvre pour la réalisation des études d'ingénierie à travers de nombreux échanges entre l'opérateur et les collectivités territoriales.

✓

D'envisager un calendrier de déploiement sur ces 21 communes

La convention prend effet à compter de la date de signature par les Parties, c'est-à-dire le 23 juillet. Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2020. Elle s'inscrit tout à fait dans le cadre de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) dont l'objectif est de généraliser à tous les franciliens, l'accès à la fibre optique (FttH) à l'horizon 2020. D'ores et déjà, l'opérateur a fourni aux EPCI et communes rencontrées des calendriers de déploiement à l'horizon 2014.

Par ailleurs, la proposition de déclasser certaines villes de la zone très dense induirait :

√ Une remise en cause de la convention avec Orange ainsi que de l'accord entre Orange et SFR en ZMD

Le basculement d'au minimum 5 communes en ZMD, remettrait en cause la convention signée le 23 juillet puisqu'il en modifierait considérablement le périmètre. Par voie de conséquence, serait remis en cause l'accord Orange-SFR en ZMD sur le territoire.

√ Un retard dans les déploiements

Un changement de réglementation conduirait les opérateurs à revoir leurs schémas de déploiement, c'est-à-dire à revoir leurs études pour l'implantation de points de mutualisation de 1000 lignes au lieu de 300. D'autre part, cela risquerait de freiner la dynamique engendrée par la signature de la convention puisque des réunions de travail sont déjà programmées entre les collectivités et l'opérateur pour faciliter le déploiement du très haut débit sur le territoire départemental.

Ainsi, à ce stade de la consultation et au vu de cette analyse, le Département de la Seine-Saint-Denis ne souhaite pas une modification de la réglementation relative au périmètre des Zones Très Denses sur son territoire.
